

Les espaces boisés classés et la loi paysage

FICHE n°7
Pays de la Loire

Les fiches sylviculture et urbanisme du Centre Nationale de la Propriété Forestière
Délégation Bretagne - Pays de la Loire - 2024

En vertu de l'art. L113-1 du Code de l'urbanisme, peuvent être identifiés comme espaces boisés classés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut également s'appliquer à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements, et ce dans n'importe quelle zone du plan local d'urbanisme.

Ce classement **interdit tout changement d'affectation ou tout autre mode d'occupation du sol** de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements (art. L113-2 du Code de l'urbanisme). Il entraîne le rejet de plein droit des demandes de défrichement.

Les coupes et abattage d'arbres sont soumis à déclaration préalable (art. R421-23-2 du Code de l'urbanisme) à l'exception des coupes :

- concernant l'enlèvement d'arbre dangereux, chablis et bois morts,
- programmés dans un PSG*, un CBPS** ou un RTG*** avec programme de coupes et travaux (voir Fiche n°3b),
- entrant dans le champ d'application des coupes par catégories définies par arrêté préfectoral,
- dans des forêts publiques relevant du régime forestier.

Concernant le droit de construire, la commune ne pourra pas s'opposer à une demande d'autorisation de travaux du seul fait qu'ils soient situés dans un EBC. Elle devra apprécier si les travaux projetés sont de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements (Conseil d'Etat, 31 mars 2010, n°310774).

* PSG : Plan simple de gestion

** CBPS : Code de bonnes pratiques sylvicoles

*** RTG : Règlement type de gestion

Voir Fiche n°3b

CONSEILS PRATIQUES #1

Utiliser à bon escient les classements en espaces boisés classés (art. L113-1 du Code de l'urbanisme), en les réservant prioritairement aux boisements de surface inférieure aux seuils de défrichement (voir Fiche n°3a) et aux formations boisées non dotées de documents de gestion durable. Ces classements doivent être justifiés par un motif urbanistique ou apporter une véritable plus-value en termes de protection.

RAPPEL

Le centre régional de la propriété forestière doit être obligatoirement informé du classement des boisements en EBC (Espaces Boisés Classés).

Les déclassements d'EBC peuvent de plus faire l'objet d'une demande d'avis technique au CNPF.

(art. R113-1 du Code de l'urbanisme).

LES COLLECTIVITÉS CONCERNÉES PAR LA LOI LITTORAL

Selon la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral dite «loi Littoral», les collectivités ont l'obligation de classer en espaces boisés les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après consultation de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites (article L121-27 du Code de l'urbanisme).

LES ESPACES CLASSÉS AU TITRE DE LA LOI PAYSAGE

Les articles L151-23 et L151-19 du Code de l'urbanisme prévoient la possibilité de classer certains boisements pour préserver des continuités écologiques ou assurer la protection de ces boisements. Les remarques suivantes sont importantes et à prendre en compte avant de positionner l'un de ces classements :

- Un tel classement n'entraîne pas le rejet de plein droit des demandes de défrichement (qui peut donc être accepté).
- Par contre, **toute coupe ou abattage d'arbre sera soumis à déclaration préalable, sauf en présence d'un document de gestion durable (PSG, RTG, CBPS...)** (voir Fiche n°3b).



Patrick Blanchard @CNPF

CONSEILS PRATIQUES #2

Attention, en loi Littoral, ce classement est obligatoire pour les boisements les plus significatifs (art. L121-27 du Code de l'urbanisme).

CONSEILS PRATIQUES #3

L'utilisation de l'outil de classement au titre des paysages (art. L151-23 ou L151-19 du Code de l'urbanisme) **pour les formations boisées** complexifie la mise en œuvre des actes de gestion durable des forêts.

Il convient d'être vigilant sur la mise en œuvre de ces dispositions pour éviter les superpositions de zonage dans le document d'urbanisme. A ce titre, la concertation entre la profession, les élus, les citoyens et les associations est fondamentale (voir Fiche de concertation). Cela permet de trouver un juste équilibre sans compromettre l'exploitation forestière, le paysage et la biodiversité.

Attention, les collectivités ne peuvent **pas insérer** dans leurs documents d'urbanisme des **prescriptions sylvicoles** allant au-delà du Code forestier au titre des art. L151-23 et L151-19 du Code de l'urbanisme.